



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://www.sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1033>

Enseignement Supérieur et Recherche en lutte.

- Actualité des luttes - Supérieur - Recherche -



Date de mise en ligne : mercredi 29 mai 2013

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Le projet de loi sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche, est actuellement abordé au Parlement. Comme pour l'école, ce projet ne montre **aucun changement de cap** et **confirme même les orientations libérales du gouvernement précédent** :

- **Maintien du cadre de la loi LRU** et de la loi Pacte pour la recherche, dont **certains aspects seront aggravés**. Dans un contexte de mise en concurrence accrue entre établissements, des « communautés d'universités et d'établissements » associeraient plusieurs établissements publics et de recherche pour **créer une trentaine de mastodontes** gérés comme des entreprises et dans lesquels collégialité et vie démocratique seraient réduites à la portion congrue. Ces regroupements régionaux qui pourraient intégrer des établissements privés, menacent l'intégrité des organismes nationaux de recherche. Comme pour l'école, ce projet de loi soumet l'université et la recherche aux intérêts à court terme du monde économique.
- Pour les personnels, **maintien du décret de 2009 qui a modifié les statuts des enseignants-chercheurs** et aucun moyen pour résorber la précarité croissante dans l'enseignement supérieur. Alors que nous considérons que la loi Sauvadet de soit-disant résorption de la précarité est largement insatisfaisante, les non renouvellements de contrats pour priver les agents non titulaires de leurs droits à la CDisation et à la titularisation continuent. La titularisation des personnels précaires serait pourtant bagatelle à côté des 6 milliards de crédit impôt-recherche accordés aux entreprises, équivalent du budget de deux CNRS et dont l'intérêt reste à démontrer, de l'aveu même de la cour des comptes !

<dl class='spip_document_1538 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:300px;*>

Le Conseil Supérieur de l'Éducation a majoritairement voté contre ce projet de loi. Pourtant le ministère passe en force. SUD, FSU, CGT, FO ainsi que les collectifs Sauvons l'université et Sauvons la recherche, ont appelé les personnels à se mobiliser le 22 mai, jour du débat sur le projet de loi Fioraso à l'Assemblée Nationale.

Dans l'enseignement supérieur, SUD Éducation revendique dans l'immédiat le retrait des contre-réformes de la droite : la loi LRU ainsi que les RCE, le décret de 2009 sur l'évaluation des enseignants-chercheurs, les comités de sélection, les IDEX, l'ANR et l'AERES (même remaquillée).

Plus généralement, **SUD Éducation s'oppose à la vision libérale que partagent l'actuel gouvernement et le précédent** selon laquelle l'université et la recherche devraient s'adapter à un contexte économique concurrentiel et mondialisé. Nous ne voulons pas d'un enseignement supérieur discriminant avec des frais d'inscription qui explosent et dont l'objectif serait la sélection d'élites et la compétitivité de la France, mais d'une université égalitaire et démocratique au service de l'émancipation. Nous voulons que la recherche publique reste de la recherche et reste publique, qu'elle soit au service du progrès social plutôt que de la croissance économique. Pour nous, l'université et la recherche ont besoin de démocratie, pas d'autonomie et de management.